

Repères

La France a rétabli ses contrôles aux frontières en 2015 en raison d'une "menace terroriste persistante". Les forces de l'ordre déployées à la frontière avec l'Italie s'attellent surtout à empêcher les migrants de traverser les Alpes. Notre reportage, en trois parties, a pour objectif d'éclairer la pression à laquelle font face les bénévoles et militants, le parcours des migrants et les pratiques des forces de l'ordre. Il a été réalisé grâce au soutien du Fonds pour le journalisme.

Fonds pour le journalisme

A la frontière franco-italienne, la solidarité est mise à rude épreuve

Reportage Sabine Verhest
Envoyée spéciale en France

L'attroupement s'est formé sur les trottoirs d'une rue étroite de Briançon. "Protégeons les vies, pas les frontières." Un homme, chemise à grosses fleurs rouges et casquette couvrant la nuque des rayons du soleil de montagne, s'échine à fixer des banderoles sur la grille de la gendarmerie. "Assez de morts." Ce matin-là, une centaine de personnes – de tous âges, d'ici et d'ailleurs – se sont données rendez-vous pour faire valoir qu'à "politique inhumaine, réponse fraternelle".

Un drôle de chien se promène avec, attaché sur le flanc, une pancarte "Libérez mon maître". Elie, grand jeune homme déjà, a déposé la sienne devant la grille de la gendarmerie : "Libérez papa". Papa, c'est Benoît Ducos, 48 ans. Lui, deux hommes et une jeune femme ont été convoqués pour être placés en garde à vue. Ils auraient "aidé à l'entrée d'étrangers en situation irrégulière sur le territoire français, en bande organisée". Math, jeune militante passée entre autres par la zone à défendre de Notre-Dame-des-Landes, s'en désole : "La bande organisée, c'est pour qualifier la mafia. La criminalisation du militantisme est criante en France. Ici, on a juste des gens qui donnent de leur temps parce qu'ils croient en quelque chose."

Si Benoît Ducos a été convoqué ce 17 juillet, c'est parce que, trois mois

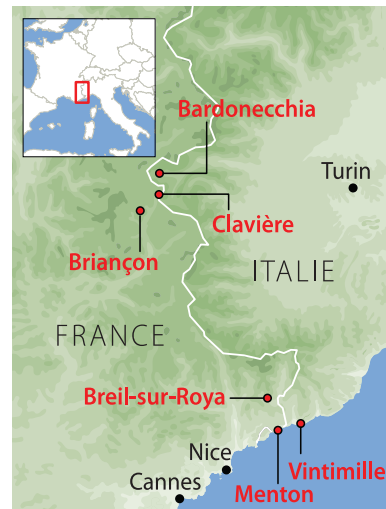
plus tôt, près de 150 personnes avaient franchi la frontière franco-italienne par les pistes de ski de Montgenèvre avec une vingtaine d'Africains. Elles voulaient répondre "pacifiquement" et "spontanément" aux "provocations haineuses et dangereuses" du groupuscule d'extrême droite Génération identitaire qui, la veille, avait bloqué le col de l'Echelle pour marquer son hostilité à l'entrée de migrants en France. "Elles s'attendaient à ce que les forces de l'ordre leur intimant l'ordre de s'arrêter à la frontière" entre Clavière en Italie et Montgenèvre en France, explique Anne Chavanne, membre du mouvement citoyen Tous Migrants, auquel appartient Benoît Ducos. "Mais il n'y a pas eu de contrôle, et les manifestants ont traversé." Les forces de l'ordre françaises, "postées à 500 mètres de là", n'ont plus eu qu'à resserrer le filet. "Les gens ont été piégés. On les a laissé passer et puis on les a accusés d'avoir fait passer des migrants."

Faire face à l'urgence

Ce mardi matin-là, Benoît Ducos a préparé un petit sac à dos – la garde à vue peut durer jusqu'à 96 heures. Il parle sans un mot plus haut que l'autre. "J'ai la conscience tranquille. Mais certains d'entre eux ne doivent pas bien dormir", dit-il en pointant le menton vers la gendarmerie. "Nous, on ne violente personne, on n'insulte personne, on ne repousse pas les gens comme du bétail. On est juste des bénévoles, on fait comme on peut avec les moyens qu'on a."

GRAND ANGLE

- Les citoyens venant en aide aux migrants à la frontière franco-italienne sont soumis à la pression de la police et de la justice.
- La Cour constitutionnelle est venue rappeler le principe de fraternité.



LaLibre.be

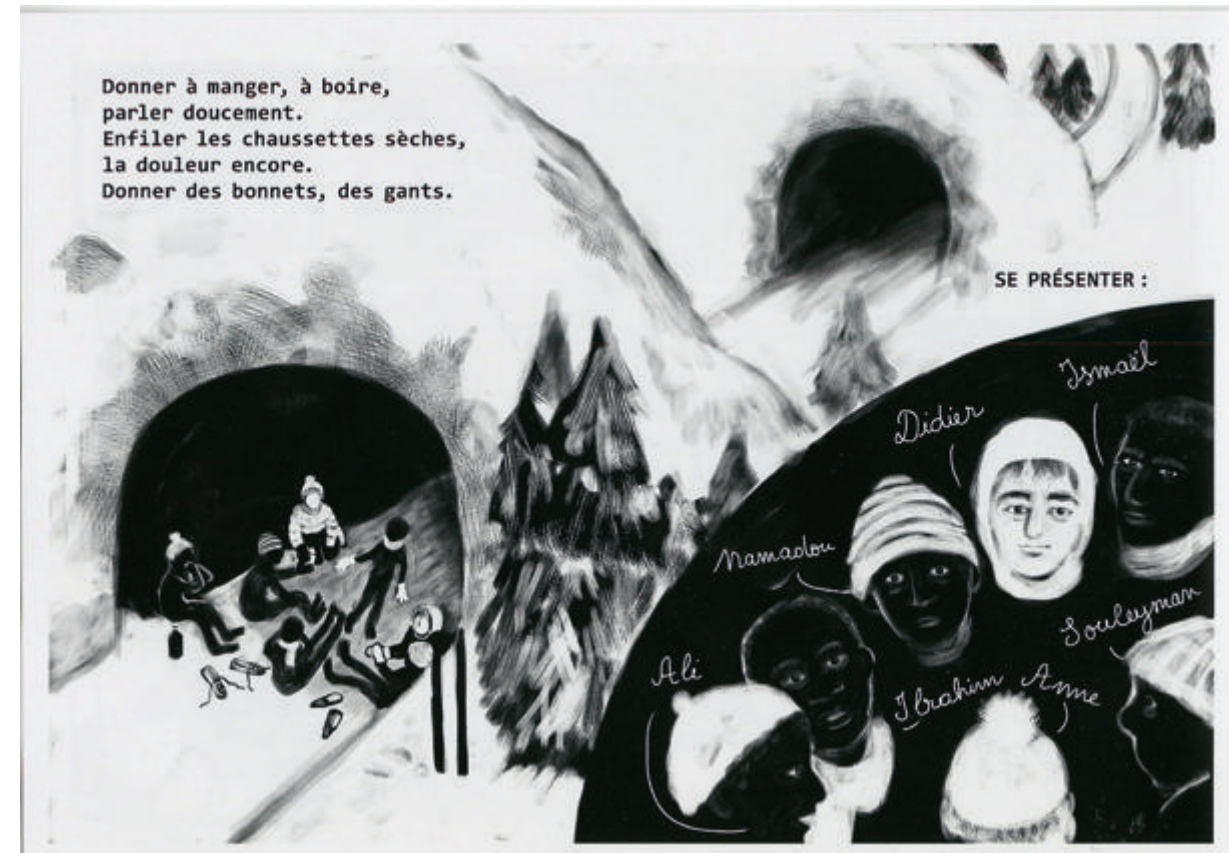
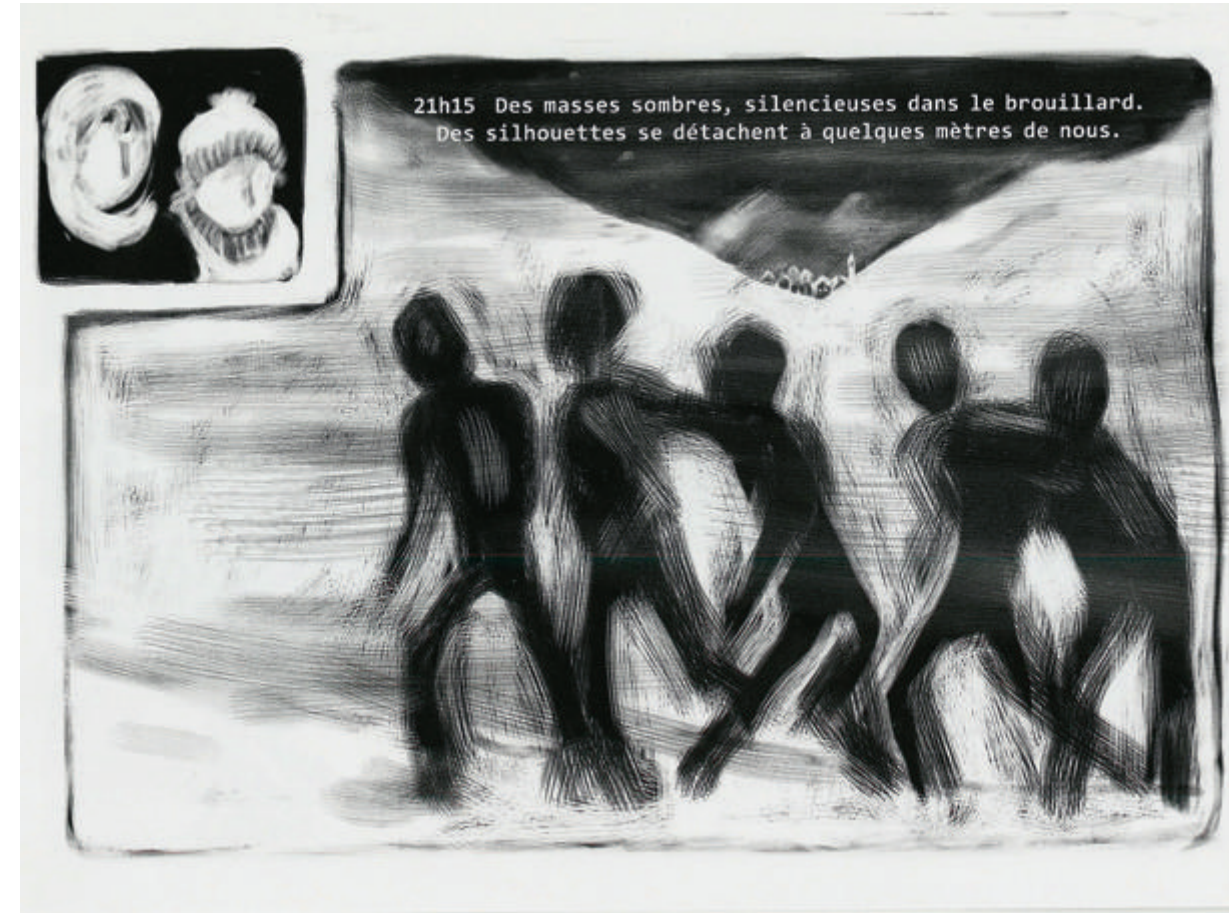
Grand format
Découvrez sur notre site Internet notre reportage en grand format multimédia.

Secouriste, il maraude régulièrement pour venir en aide aux migrants en souffrance dans la haute montagne. Comme beaucoup d'autres citoyens, il n'y était pas préparé, mais il a choisi d'assumer cette nouvelle réalité à sa porte.

Des profils différents

Lorsque les migrants, que les dangers des Alpes et le rétablissement des contrôles à la frontière franco-italienne n'ont pas arrêtés, ont commencé à arriver dans leur vallée il y a deux ans, des bénévoles se sont mobilisés, des familles ont ouvert leur porte, des militants se sont engagés. Puis, face à l'urgence, la communauté de communes a mis à disposition une ancienne caserne de CRS pour accueillir ces personnes éreintées, mal équipées, qui avaient déjoué les forces de l'ordre et les pièges de la montagne.

Le profil des aidants se révèle assez diversifié, entre "des gens qui ne sont pas du tout politisés qui veulent juste aider", "des catholiques qui veulent faire une bonne action", "les militants depuis toujours, engagés dans diverses associations" et puis "les gens plus politisés, de gauche, d'extrême gauche ou anarchistes", égrène Anne Chavanne. "Tout le monde se côtoie, forcément avec des différences d'opinion, des moments où l'on a besoin de se poser et de faire de la médiation." La crainte de certains est que le militantisme politique n'emporte le Refuge solidaire et l'aide d'urgence par le fond. Les forces de l'ordre l'ont bien



Tous Migrants a édité une petite BD, "De l'autre côté... Une nuit au col de l'Echelle", réalisée par P. Baur et Sister, relatant l'aide apportée aux migrants lors d'une sortie en montagne de citoyens maraudeurs.

compris, qui "ont régulièrement essayé de nous diviser, en marquant les différents groupes".

Mettre la distance, ou pas

Les citoyens se sont mobilisés avec plus ou moins de passion et d'engagement. Certains réussissent à mettre des limites, à maintenir de la distance, à réaliser qu'ils donnent ce qu'ils peuvent à leur échelle. Cédric Herrou a carrément vu sa vie entrer dans une autre dimension ces deux dernières années. Sur son terrain en terrasses de la vallée de la Roya, l'agriculteur a hébergé "1 300-1 400 personnes", des jeunes et des familles qui ont réussi à remonter depuis Vintimille sans se faire repérer par les gendarmes et policiers français. Il l'affirme très clairement, il aide dans un souci de respect de la dignité humaine et de la vie, mais "pleurer quand un gamin a mal, ce n'est pas mon rôle. Quand on me demande ce qui est le plus dur dans ma vie de tous les jours, je réponds que c'est désherber les carottes".

D'autres le vivent plus affectivement. "Cela nous a bouleversé complètement la vie", reconnaît Catherine Gros, trésorière de l'association Roya citoyenne. "Vous faites, mais vous ne faites jamais assez, vu l'ampleur de la tâche. Et puis, ça va durer. Moi, je sais que je fatigue, j'ai 67 ans. Si vous ne faites rien, vous culpabilisez. Si vous prenez vos vacances, vous culpabilisez. Mais je ne peux pas faire comme s'il ne se passait rien." C'est dans son tempérament à elle, la "vieille militante du planning familial".

Parfois, les aidants se sont lancés à corps perdu jusqu'à se voir submergés par leur propre engagement et par la détresse à laquelle ils ont été confrontés. "Il y a des couples et des familles qui ont été mis en difficulté", note Anne Chavanne. "Il y a des burn-out. C'est émotionnellement très éprouvant, surtout quand la vie s'organise autour de cela et que cela devient assez obsessionnel", remarque Marie Dorléans, qui a fondé Tous Migrants en 2015 pour sensibiliser la population aux problématiques migratoires après la découverte du petit corps d'Aylan Kurdi sur une plage turque. Et puis "on s'épuise", témoigne Marcel Deglane. Lui, maraude à VTT en montagne. Les migrants "se passaient mon numéro de téléphone. On m'appelait parfois à 3 h du matin, en détresse. J'ai craqué". Et changé de numéro.

Des tensions locales

La relation avec la population locale, si elle se passe bien dans l'ensemble, insistent plusieurs bénévoles, frotte parfois aussi. Il suffit d'entendre les réactions au passage d'une manifestation ou à la terrasse d'un café pour s'en faire une idée. "On ne peut quand même pas tous les accueillir" ou "Ce n'est pas de notre faute si leur pays va mal" font florès.

"Je ne suis pas originaire de Breil, je suis considéré comme un hippie et ma médiation dérange", constate Cédric Herrou. Habitants et commerçants ne croisent pas de migrants – ceux-ci restent à l'écart, au calme, sur le terrain de l'oléiculteur caché dans la montagne –, mais ils pensent que leur présence couplée à celle, massive, des forces de l'ordre nuit à

Lire la suite en page 18



Cédric Herrou accueille les migrants dans le camping qu'il a établi sur son terrain, dont les alentours sont surveillés 24h/24 par les forces de l'ordre.

Suite des pages 16 et 17

l'image de leur jolie vallée. Dans la Roya, contrairement au Briançonnais, Marine Le Pen a fait le plein de voix. Cédric Herrou ne compte plus les insultes et les menaces, y compris de mort, qui lui sont destinées. *“Je ne suis pas parano, mais je fais gaffe quand même.”*

Des aidants, même des plus discrets, il y en a, mais des dénonciateurs aussi. Les militants de Génération identitaire l'ont bien compris en faisant du porte-à-porte pour expliquer leur point de vue dans les villages de Haute-Durance et permettre de *“décomplexer les racistes”*, comme le note Marie Dorléans. L'an dernier, un certain Rodolphe Crevel a édité un journal, *“A Vugi d'a la Roya”*, mélangeant informations, mensonges, diffamations, injures sur des gens du coin. Près de 5 000 exemplaires avaient encrassé les commerces avant de finir au rebut. Mais l'initiative avait eu le temps de faire mal.

“Je n'ai plus confiance”

Ce qui se révèle particulièrement dur à supporter pour certains bénévoles, c'est la pression mise par la police et la gendarmerie. Le service d'information de la police nationale ne nous a pas donné l'autorisation de recueillir la version de ses représentants sur place. Et *“tout le monde n'est pas à mettre dans le même sac, mais il y a des gens parmi les forces de l'ordre qui se sentent pousser des ailes”*, tonne Michel Rousseau, le porte-parole de Tous Migrants. La convoca-

tion groupée du 17 juillet *“prend la suite de nombreuses pressions et tentatives d'intimidation (convocations en audition libre, harcèlement téléphonique, surveillance des domiciles) que subissent depuis des mois des personnes solidaires dans la région”*, indiquent ainsi une série d'associations dans leur communiqué de presse commun. *“On a l'impression d'être fichés, identifiés, surveillés, d'être de grands délinquants alors qu'on aide juste les autres”*, déplore Pauline Rey, bénévole au Refuge solidaire. *“Je ne regarde plus la police du même œil. Je n'ai plus confiance...”*

Bénévoles apolitiques et militants engagés en témoignent, même si, *“quand moi, 58 ans, je me fais arrêter ou quand un jeune un peu baba cool se fait arrêter, le traitement de la police n'est pas le même”*, note Anne Chavanne. Dans les environs de Montgenèvre comme dans la vallée de la Roya, circuler avec un Noir dans sa voiture augmente spectaculairement la probabilité de se faire arrêter (des conducteurs ont été condamnés), témoignent des habitants. Contrôles d'identité répétés, examen minutieux de la voiture, vérification de la vignette et du contrôle technique, verbalisation pour avoir allumé le contact avant d'avoir bouclé la ceinture de sécurité : les occasions d'enquiquiner le monde de la solidarité ne manquent pas. Les

intimidations et tentatives de découragement portent parfois leurs fruits, quand l'un ou l'autre, inquiet, décide de retourner à sa vie d'avant.

Surveillé 24h/24

Cédric Herrou est à cet égard particulièrement sous pression. Les personnes qui lui ont libellé des chèques depuis 2014 ont été convoquées par la police, *“cela m'a fait*

“On a l'impression d'être fichés, surveillés, d'être de grands délinquants alors qu'on aide juste les autres.”

Pauline Rey
Bénévole à Briançon.

perdre pas mal de clients, des magasins”, rapporte l'agriculteur, qui vit de ses œufs et de ses olives. Emprunter le sentier discret, qui monte depuis la départementale vers sa maison et son camping, entraîne la plupart du temps un contrôle d'identité et la photo des papiers

par un gendarme mobile, armé et vêtu d'un gilet pare-balles, posté sous les arbres de l'autre côté de la route. L'accès à la propriété de 2 ha, régulièrement survolée par des drones et hélicoptères, est surveillé par des gendarmes mobiles déployés autour et alentour 24h/24 – des hommes qu'on reverra sur la terrasse d'un très agréable hôtel de Menton où ils sont casernés. *“Quand on voit les moyens mis en place en termes de militarisation de la frontière et de contrôle, on se dit qu'ils pourraient être mis ailleurs, et notamment dans l'accueil des migrants”*, estime Richard “Pak” Lavinay, l'une des che-

viles ouvrières de Roya citoyenne.

Placé à neuf reprises en garde à vue, perquisitionné cinq fois, convoqué et reconvoqué, condamné à huit mois avec sursis, mis en examen sous contrôle judiciaire avec, notamment, interdiction de sortir du territoire, Cédric Herrou essaie de prendre ce qui vient avec philosophie. *“Puisque j'y suis, il est intéressant de voir comment tout cela fonctionne...”*

Le principe de fraternité réhabilité ?

C'est lui qui vient d'amener la Cour constitutionnelle à se prononcer sur le *“délit de solidarité”* au regard du principe de fraternité. Le 6 juillet, les Sages ont affirmé qu'une aide désintéressée au *“séjour”* et à la *“circulation”* des étrangers en situation irrégulière ne saurait être passible de poursuites. Reste à voir de quelle manière cette décision, qui réjouit Cédric Herrou, se reflétera sur les prochains arrêts de justice, sachant que l'aide au franchissement de la frontière, même si elle se révèle désintéressée, reste illégale.

Benoît Ducos, qui continue à penser que *“le principe de fraternité ne peut avoir de frontières”*, a été relâché après huit bonnes heures de garde à vue. Il a rendez-vous avec la justice le 8 novembre, comme Mathieu notamment, militant engagé qui a sa vision de l'objectif de l'Etat : *“Liquider la résistance en Haute-Durance, piétiner les solidarités aux frontières, effrayer les populations pour régner en vainqueur. Ce procès se devra d'être le coup de semonce final sur la tête des vaincus.”*

Repères

La France a rétabli ses contrôles aux frontières en 2015 en raison d'une "menace terroriste persistante". Les forces de l'ordre déployées à la frontière avec l'Italie s'attellent surtout à empêcher les migrants de traverser les Alpes. Notre reportage, en trois parties, a pour objectif d'éclairer la pression à laquelle font face les bénévoles et militants, le parcours des migrants et les pratiques des forces de l'ordre. Il a été réalisé grâce au soutien du Fonds pour le journalisme.

Fonds pour le journalisme

Tranches de vies transfrontières

Reportage Sabine Verhest
Envoyée spéciale en France et en Italie

Chacun son histoire, chacun son chemin. "Il fallait que je parte, j'ai vécu quelque chose que je voulais oublier." Issa ☺, un maillot de basketball sur le dos, aura 16 ans le 13 août. Quand il sourit, il dévoile des dents de la chance. Assis sur une chaise à l'arrière du Refuge solidaire de Briançon, dans les Hautes-Alpes, en France, il s'excuse presque de ne pas en dire plus sur la vie qu'il a quittée en Côte d'Ivoire. "Mais vous savez, madame, ce que j'ai vécu, c'est difficile à partager: Je ne retournerai jamais là-bas."

Seydou ☺, lui, raconte. Trentenaire, papa d'un garçon de sept ans, il habitait à Yopougon, un quartier d'Abidjan, "infesté de microbes". Les "microbes", ce sont ces adolescents qui prospèrent en terrorisant la population. "Ils étaient en train d'agresser une fille et je me suis interposé mais, après, ils sont venus à sept chez moi avec des gourdins. Leur objectif était d'en finir." Ils l'ont emmené, attaché, ils lui ont fait subir des sévices sexuels, l'ont photographié. "Une abomination." Son regard se perd. Il reprend. "Quelqu'un est allé chercher ma mère. Elle s'est couchée sur moi, de tout son long. Elle leur a dit: 'si vous voulez le tuer, tuez-moi d'abord'. Ils lui ont répondu qu'elle avait sauvé son fils aujourd'hui mais qu'elle n'aurait pas d'autre occasion. Je suis parti, c'était le 27 juillet 2016."

Et puis, un jour, le bateau

Seydou a traversé le Mali, le Burkina Faso, le Niger pour se rendre en Algérie – il connaît les dates par cœur. "Le désert, je l'ai traversé de façon inhumaine."

Saute-frontière (2/3)

GRAND ANGLE

- Ils ont fui leur pays, chacun avec son histoire et ses raisons.
- En Italie comme en France, ils ont pu trouver de l'aide sur leur passage.
- Ces migrants ont accepté de nous raconter quelques moments de leur vie.

Une dizaine de personnes accrochées à un pick-up roulant à tombeau ouvert. "Si tu tombais, tu mourrais." Les passeurs ne font pas demi-tour.

En Algérie, Seydou a trouvé du travail. Aminata ☺, coiffeuse ivoirienne d'une trentaine d'années, y a transité également. Mais elle, qui a perdu son père "d'une balle dans la tête, pouf", et fui un mari violent, dit y avoir échappé de peu à la prostitution. "On m'a tout pris, mon argent, mes papiers. J'ai été mise dans un camion, on était sept ou huit filles, on a été vendues à un Libyen. Je me suis enfuie. Mais dans ce pays, on t'arrête, on te tape, on te... je ne peux pas expliquer... On appelle ta famille, tes amis pour qu'ils envoient de l'argent. Gloire à dieu, ma meilleure amie l'a fait, au quatrième appel." Elle marque un temps d'arrêt. Il s'est passé tant de choses. "Un gardien m'a dit que si je couchais avec lui, il me trouverait un bateau. Je n'avais plus rien de toute façon. Il a tenu parole."

Aminata a traversé la Méditerranée, comme Seydou, qui se trouvait bien en Algérie mais redoutait d'être refoulé, et le jeune Issa. "Je suis parti comme si je glissais, comme la vie m'est venue, comme s'il fallait y aller", raconte l'adolescent. "Cette traversée, c'était terrible", souffle Seydou. Eux trois ont malgré tout eu de la chance, ils ont été récupérés par les garde-côtes italiens et débarqués à Lampedusa pour l'un, en Sicile pour les deux autres.

Issa, mineur isolé, a été pris en charge par les autorités italiennes. "J'étais bien logé, bien nourri, mais ma vie n'allait pas de l'avant. Il n'y a pas de formation, pas de possibilité d'apprendre un travail. On t'empêche de devenir quelqu'un et de vivre heureux. Les opératrices qui s'occupaient de moi me comprenaient, elles m'ont dit que l'Italie n'était pas un pays pour les mineurs."

LaLibre.be

Grand format
Découvrez sur notre site Internet notre reportage en grand format multimédia.

Alors, après un an, Issa est reparti. Direction la France.

Dans l'entonnoir de Vintimille

Ils sont nombreux, les migrants, à vouloir poursuivre leur route vers l'ouest ou le nord de l'Europe. Mais, si la frontière Schengen est ouverte avec la Suisse notamment, la France, elle, a rétabli ses contrôles en 2015, créant un entonnoir à Vintimille en Italie. Cette jolie petite ville côtière se trouve sur une voie migratoire depuis bien longtemps; elle a notamment vu passer des Tunisiens en 2011. "Mais on n'a jamais connu une situation pareille en termes de durée et de nombre de personnes concernées", constate Maurizio Marmo, directeur de Caritas Vintimille – San Remo. "Au moins 20 000 personnes passent chaque année dans cette ville qui compte 25 000 habitants."

Pour faire face à une situation de plus en plus compliquée, la préfecture a ouvert, hors de la ville, un centre d'accueil de la Croix-Rouge. Mais "il est surveillé par la police et, quand tu arrives du Soudan ou d'Erythrée, la police, ça fait peur", explique Serena, qui travaille elle aussi pour l'organisation catholique. Ils sont d'autant plus échaudés que, pour des raisons de sécurité, on y prend leurs empreintes digitales. Dès lors, si près de 500 personnes s'y trouvent, notamment des familles, des dizaines de personnes préfèrent dormir dehors, sous un pont routier.

Installée le long de la voie ferrée, Caritas offre le repas du matin, distribue des vêtements et propose des consultations médicales. Pour faire taire les critiques, voire les menaces, dans une ville qui vote aujourd'hui à 30 % pour La Ligue de Matteo Salvini, il lui faut constamment rappeler, chiffres à l'appui, que Caritas continue à aider les Italiens vulnérables. "Il y a de l'hostilité, reconnaît Serena. On nous reproche d'être le problème. Mais les migrants sont là de toute façon!" Maurizio Marmo l'affirme, "ce n'est pas l'accueil qui fait appel d'air, c'est le blocage de la frontière qui ralentit leur voyage, le rend plus dangereux et plus cher. Je suis convaincu que mieux on accueillera les migrants, mieux la ville pourra vivre cette situation."

C'est ce que pensent également ces jeunes qui descendent de Sospel, en France, pour servir le repas sur le parking en face du cimetière de Vintimille, sous le regard des policiers et carabiniers. Richard "Pak" Lavigny, qui a pris en charge une épicerie solidaire de l'association Roya citoyenne et leur fournit les denrées, les surnomme les "Vikings" – "parce que beaucoup sont blonds aux yeux bleus" – mais eux se sont baptisés Kesha Niya. "Nous ne sommes pas une organisation ni une association, juste des gens qui vont et viennent pour aider", explique Lotte, une Allemande, les mains dans une salade de légumes. Ce jour-là, ils n'ont servi que 70 repas. "On a moins de gens en ce moment, parce que beaucoup ont été déportés vers le sud de l'Italie."

Régulièrement, en effet, un bus vient les cueillir en ville. Il passe par le poste-frontière de Menton, embarque les migrants tout juste refoulés de France, fait un tour dans Vintimille et, une fois rempli, prend la route vers des hotspots. D'où ils finissent en général par remonter en quelques jours. Ibrahim ☺, tout jeune soudanais, est fatigué de tout ça. Et "triste". Il a mis cinq jours pour revenir de Crotone.

Au pied des Alpes

A Vintimille, la majorité des migrants actuellement de passage sont, comme lui, originaires de l'Est de l'Afrique, essentiellement des deux Soudan et d'Erythrée. Ils fuient les conflits, et l'extrême pauvreté qui en découle, les répressions, la dictature. La plupart obtiennent en général une protection internationale en Europe.

Ceux qui tentent plutôt leur chance par le val de Suse, via Turin, sont surtout ouest-africains – guinéens ou ivoiriens -, comme Issa, Seydou et Aminata.

La station italienne de Bardonecchia s'étend au pied d'une pente vertigineuse, qui mène au col de l'Echelle et à la France par une route particulièrement étroite et sinueuse. La souffrance des migrants, qui ont emprunté cette voie cet hiver, n'a pas laissé les autorités



indifférentes. Elles ont mis en place un projet pour les convaincre de rester en Italie plutôt que de risquer leur vie en montagne (quand ce n'est pas dans le tunnel du Fréjus vers Modane). Beaucoup n'ont jamais vu la neige, ignorent tout des avalanches et envisagent l'ascension sous-équipés. Google Maps, avec lequel ils se guident, n'est de surcroît pas très explicite sur les dénivelées... Mais, sur les 1 500 personnes passées par ici entre février et mai, une centaine seulement ont décidé de rester. Elles ne voient tout simplement pas leur avenir en Italie. "Travailler six jours sur sept dans un champ pour 700 euros, non", décrie Fodé ☺, un étudiant guinéen rencontré à Briançon. "C'est un pays raciste", embraie Abdoulaye ☺, un adolescent ivoirien, en écho à d'autres jeunes passés comme lui par l'Italie.

Cet été, dans les Hautes-Alpes, les migrants traversent surtout par le col de Montgenèvre. Ici, comme à Vintimille, les passeurs cherchent à se faire de l'argent sur leur dos – des infos, des transports, tout est monnayable. De Turin à Clavière via Oulx, ils extorquent

100 à 350 euros à leurs victimes pour un trajet de train et de bus qui devrait leur coûter moins de 10 euros.

Avec l'aide de Jésus et des maraudeurs

Il est passé midi, en ce jour de juillet, quand le bus Resalp en dépose une poignée devant l'église de Clavière, le village sis tout près de la frontière. La petite troupe descend le long de l'édifice pour pénétrer Chez Jésus, une salle paroissiale autogérée où l'on croise des militants No Border. Une jeune femme s'est attelée à préparer des beignets de courgettes. Des tentes ont été plantées dans le jardin, quelques vêtements séchent au soleil, un kicker attend des joueurs. Alentour, un télé-siège grimpe entre les conifères et un 18 trous franco-italien, que contournent les migrants le soir venu, s'étend par-delà la frontière jusqu'à Montgenèvre.

Le squat, ouvert aux premiers jours d'un printemps

Lire la suite en page 16



Petite pause détente au Refuge solidaire de Briançon avant de reprendre la route.

Suite des pages 14 et 15

encore très enneigé, permet aux migrants de se poser, de s'équiper et de s'informer avant l'aventure qui les attend jusqu'à Briançon – sans débours 200 à 300 euros pour un passeur. C'est là aussi qu'ils échouent quand la police française les refoule, avant de retenter leur chance. On n'en saura pas beaucoup plus, on n'aime pas trop se dévoiler aux journalistes par ici.

Quand même, "je ne m'attendais pas à ce que ce soit si dur. On a traversé la Méditerranée, la Libye, on se dit que ce n'est pas une montagne qui va nous arrêter mais cette frontière, en fait, tu ne la passes pas tranquillement", soupire Abdoulaye, affalé sur une chaise. "Entre la France et la Belgique, c'est comme ça aussi ?" Parce que là, avec un vague petit plan dessiné de quelques flèches et traits sinueux, il a erré 14 heures en montagne, avant d'atteindre Briançon.

C'est pour aider ceux qui se perdent, qui se mettent en danger, qui sont traqués par les forces de l'ordre que des citoyens de la région sillonnent les pentes françaises. L'hiver dernier s'est révélé particulièrement rude dans les Alpes et les accidents auraient été vraisemblablement bien plus nombreux sans l'aide apportée par des montagnards, "marins sans bateau", pour lesquels il est insupportable que de tels "naufrages" puissent aussi se produire à leur porte, disent-ils. Parmi eux, il y a Marcel Deglane, ancien éducateur et "soixante-huitard", qui maraude à VTT. "Dès qu'on les voit passer la frontière, on les approche, on leur donne des victuilles, on leur indique la voie la plus facile, parfois on les accompagne un bout de chemin." Il lui est ar-

rivé aussi de redescendre des migrants en voiture, comme des auto-stoppeurs, pour leur épargner un périple qu'ils entreprennent parfois "en tongs".

Escale briançonnaise

Les migrants savent tous qu'à Briançon, c'est au 37 rue Pasteur qu'ils doivent se rendre pour trouver un toit, de la nourriture, des soins et des conseils. Là, ils sont accueillis au Refuge solidaire, que la Communauté de communes a mis à disposition d'un collectif d'aidants. En un an, "près de 5 000 personnes, dont 60 % de mineurs", sont passées par cette ancienne caserne de CRS où les forces de l'ordre n'entrent pas, indique Pauline Rey, une jeune femme de la région venue y donner de son temps. "On a calculé que, pour faire fonctionner le Refuge, il nous fallait huit à dix équivalents temps plein !" Parmi les bénévoles, Lamine, Abou, Barry et Sangaré, quatre Africains, dorment sur place, ils "apportent une aide précieuse" et gèrent l'accueil de nuit.

Certains migrants, en attendant leurs papiers, reviennent se poser à Briançon, dans des familles, dans un centre d'accueil de demandeurs d'asile ou Chez Marcel, un squat autogéré. Mais la plupart reprennent la route – les mineurs sont pris en charge par les autorités françaises, les majeurs montent dans un train ou dans un bus vers d'autres cioux. Ceux qui, depuis Vintimille, ont déjoué les forces de l'ordre pour atteindre un abri dans la vallée de la

Roya se trouvent dans une situation pour le moins étrange : après avoir été pourchassés, ils se voient délivrer, avec l'aide de l'association Roya citoyenne, l'autorisation de se rendre sans encombre à Nice pour y déposer une demande d'asile.

"En général, les Erythréens poursuivent plutôt vers l'Allemagne ou les Pays-Bas, et les Soudanais vers le Royaume-Uni. Les Ouest-Africains restent en France", remarque Maurizio Marmo. Seydou a in-

troduit sa demande à Marseille, sans vraiment se faire d'illusion. "Soit on va me dire qu'il n'y a pas de guerre en Côte d'Ivoire, soit on va me renvoyer en Italie où l'on a pris mes empreintes digitales lorsque j'ai débarqué du bateau et où je n'ai pas envie de retourner. Je suis en colère contre ce règlement de Dublin", qui détermine l'Etat membre de l'Union européenne responsable d'une demande d'asile. Du coup, "je pense m'engager dans la Légion étrangère, c'est ma seule solution de

survie". Issa, lui, est parti pour Nîmes où il espère que les services d'Aide à l'enfance lui permettront d'entamer une formation. Abdoulaye pensait poser son sac à Liège, où on lui a dit que les gens étaient "bien". Quant à Aminata, elle a pris un train pour Paris, où elle a "des connaissances". Surtout, elle aimerait en avoir le cœur net, après la Libye, "savoir si je suis malade ou enceinte"...

Chacun son chemin, chacun son histoire.

→ (*) Les prénoms des personnes interrogées ont été modifiés par souci de préserver leur anonymat.

Repères

La France a rétabli ses contrôles aux frontières en 2015 en raison d'une "menace terroriste persistante". Les forces de l'ordre déployées à la frontière avec l'Italie s'attellent surtout à empêcher les migrants de traverser les Alpes. Notre reportage, en trois parties, a pour objectif d'éclairer la pression à laquelle font face les bénévoles et militants, le parcours des migrants et, enfin, les pratiques des forces de l'ordre. Il a été réalisé grâce au soutien du Fonds pour le journalisme.

Fonds pour le journalisme

“On nous demande de garantir la frontière, c’est ce que nous faisons”

Reportage Sabine Verhest
Envoyée spéciale en France et en Italie

La gare de Menton Garavan, petite bâtisse jaune pâle où se croisent deux voies ferrées, paraît des plus paisibles en cet après-midi estival. Un père et son fils, chaussures de marche aux pieds, empoussiérés, attendent le train en direction de l'Italie. Mais, sur le petit parking aux pavés descellés, les fourgonnettes de la Compagnie républicaine de sécurité (CRS) et les cinq personnes maintenues assises au soleil, dos contre un muret, témoignent de la position stratégique de cette gare frontalière.

A l'approche du train de Vintimille, quatre policiers apparaissent sur le quai, deux d'un côté, deux de l'autre. Train après train, le même scénario se répète. Ils montent, traversent les wagons en observant les passagers, en contrôlent certains et pas d'autres, ouvrent toilettes et locaux techniques, extraient l'une ou l'autre personne – noires, essentiellement – sans les papiers pour pénétrer en France. "Parfois, les personnes cachées sont dénoncées", explique Emilie Pesselier, chargée de mission pour l'Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers (Anafé). Cette fois-là, un homme mince, noir, veste rouge sur le dos, est sorti, fouillé et emmené rejoindre les autres au soleil. De quoi remplir une fourgonnette, direction le poste de la Police aux frontières (PAF) pour un renvoi en Italie.

Paris a rétabli les contrôles aux frontières du pays en 2015. Depuis, policiers et gendarmes ouvrent l'œil sur le terrain accidenté qui délimite la France de l'Italie, avec l'appui, entre autres, de CRS et d'escadrons de gendarmerie mobile déployés en renfort. Pour les migrants qui, débarqués en Italie, voulaient poursuivre leur route vers la France, la Belgique ou le Royaume-Uni, Vintimille, sur les bords de la Mé-



“Menton, perle de la France, est heureuse de vous accueillir”, indique un panneau à la frontière franco-italienne.

diterranée, et la vallée de Suse, dans les Alpes, se sont transformés en impasses dont ils s'échappent en prenant des risques à la hauteur de leur désespoir.

Si, selon la Commission européenne, le rétablissement des contrôles français a pour motif officiel la "menace terroriste persistante", et non les "menaces résultant de mouvements secondaires continus et significatifs" (ce qu'ont fait valoir l'Allemagne ou le Danemark en référence aux flux migratoires), le fait est que les opérations visent bien moins à serrer les terroristes que les migrants.

Attention au train

Depuis Vintimille, "le vecteur ferroviaire reste le plus emprunté" par les migrants, constate la sous-préfète des Alpes-Maritimes, Gwenaëlle Chapuis, et c'est par "la gare de Menton Garavan que l'on a le plus de tentatives d'entrée sur le territoire de manière illégale". "On peut les retrouver dans des endroits à peu près improbables, comme des gaines d'électricité, où des complices les ont mis avant de refermer la porte derrière eux, ajoute-t-elle. Les passeurs ne font pas dans l'humanitaire. On en a interpellé 150 depuis le début de l'année en France." Ils se feraient payer 150 euros pour mettre une personne dans un train.

Des migrants grimpent sur les toits, se faufilent dans les wagons de transport de marchandises, marchent sur la voie ferrée... La situation est devenue telle que, dans les gares de Vintimille et de Menton, la SNCF a placé des affiches explicites, traduites en huit langues (dont celles parlées en Afghanistan, en Ethiopie et en Erythrée), pour faire comprendre les dangers mortels de l'espace ferroviaire – de la chute à l'électrocution.

Ils prennent aussi la route, cachés dans des véhicules, ils s'aventurent à pied le long de l'autoroute ou par les chemins escarpés qu'empruntaient avant eux les résistants. "Une personne qui a décidé de passer



Le photographe Samuel Gratacap a suivi de jeunes migrants, le week-end du 14 juillet, dans leur périple entre Clavière et Briançon. "Le chemin est éprouvant car ce n'est pas celui habituel des randonneurs. Les exilés doivent passer souvent beaucoup plus haut et prendre

des risques pour éviter la police, cela double voire triple le temps de la traversée à cause de la fatigue causée. En chemin, la joie succède parfois à la fatigue, à la méfiance et à la peur d'être pris par la police."

finira par y arriver, même si elle a été plusieurs fois refoulée", note Agnès Lerolle, chargée de coordination des acteurs locaux engagés auprès des personnes migrantes à la frontière franco-italienne. La logique du renforcement des contrôles "les pousse à prendre des voies de plus en plus dangereuses" et "ne sert qu'à les ralentir ou les épuiser". Voir les pousser vers l'au-delà.

Sur les hauteurs de Menton, certains se sont engagés sur le sentier du "pas de la mort", se sont glissés à travers le grillage séparant les deux pays et, le regard attiré par les lumières de la ville, ont franchi le pas de trop, raconte Emilie Pesselier. Dans les pentes du Briançonnais, plus au nord, la traversée de cols dans le dénuement et la peur a également meurtri des corps, blessé des âmes et coûté des vies – les noms de Mamadou Alpha Diallo et Blessing Matthew résonnent encore dans la vallée.

“Une chasse à l’homme noir”

Les migrants et les associations qui défendent leurs droits parlent d'“une chasse à l'homme noir” menée par les forces de l'ordre, rendant le parcours en montagne d'autant plus périlleux.

Au Refuge solidaire, escale briançonnaise sur la route migratoire, de jeunes ivoiriens reprennent des forces, après onze heures de marche. Ils sont mineurs, deux n'ont pas encore seize ans. Adama "a du mal à plier le genou: en courant dans les bois, il est tombé dans un trou. "On s'est tous fait mal. Les policiers nous attendaient, avec un chien", affirme Moussa ". "Un loup!, le coupe Adama. On s'est enfuis en grimpant très haut, dans le noir." Moussa reprend: "Mais ça glisse, tu risques ta vie, tu sais qu'ils sont là, ils te mettent la pression. On s'est cachés une heure sans bruit, sans parler, sans bouger. Puis, on a décidé de redescendre." "On était fatigués de cette brousse. On s'est dit : 'ce qui doit arriver arrivera'", raconte Adama. Ils sont arrivés aux alentours de 10h du matin. Ils s'étaient mis en marche à 23h de Clavière, en

Italie, par le col de Montgenèvre, à 10 kilomètres en amont.

C'était le week-end du 14 juillet, fête nationale française, et de la finale de la Coupe du monde de football. Sept jeunes sont arrivés au Refuge solidaire en plein pendant le match France-Croatie. "Je me suis dit que c'était une bonne idée d'essayer de passer à ce moment-là", sourit Fodé ", du haut de ses 16 ans. L'ancienne caserne de CRS prévue pour une petite vingtaine de personnes s'est réveillée, le 16 au matin, avec près de 120 migrants entre ses murs, évalue Pauline Rey, une bénévole travaillant à l'accueil d'urgence.

Les forces de l'ordre ne ménagent cependant pas leurs efforts pour "garantir" la frontière. "Les policiers développent de nouveaux stratagèmes. On s'est rendu compte qu'ils se déguisaient en randonneurs ou en cyclistes, qu'ils donnaient de faux renseignements aux migrants pour leur tendre des pièges", témoigne Michel Rousseau, porte-parole du mouvement citoyen Tous Migrants. Les observations des bénévoles sur le terrain, couplées aux témoignages qu'ils ont recueillis auprès des victimes, dépeignent les dérives de la volonté d'étanchéisation de la frontière. Les récits évoquent les guets-apens, les coups, les menaces la main sur l'arme, la collusion avec les militants de Génération identitaire qui leur livraient des migrants (jusqu'à leur départ fin juin), les vols d'argent et de portable sur des personnes interpellées, les violences verbales, y compris sur des femmes en fin de grossesse ("Ma mère à moi a bien accouché dans la neige, tu peux le faire aussi").

La Commission nationale consultative des droits de l'homme, dans un avis du 16 juin, s'est d'ailleurs dite "profondément choquée" par les pratiques de la Répu-

blique qui "renonce au principe d'humanité et se rend même complice de parcours mortels".

Le service d'information de la Police nationale a répondu à notre demande de rencontre avec les forces de l'ordre à la frontière par "une fin de non-recevoir". La préfecture des Hautes-Alpes (où se trouvent Montgenèvre et Briançon) n'a pas donné suite à notre requête, contrairement à celle des Alpes-Maritimes (Menton et la vallée de la Roya). L'occasion pour la sous-préfète Gwenaëlle Chapuis de réitérer la confiance de l'Etat dans ses hommes déployés sur le terrain. "Ils font un travail difficile, de manière admirable et consciencieuse. L'Etat défendra les policiers à chaque fois qu'ils seront injustement attaqués, que ce soit dans leur honneur ou dans leur image."

Un certain malaise

Bénévoles et observateurs rapportent, cependant, le malaise ressenti par certains policiers et gendarmes face au travail qui leur est demandé. "On se rend compte que plein de gens dans la police, à côté de faire leur devoir et d'obéir aux ordres, essaient de faire comme ils peuvent pour minimiser les consignes qu'ils ont", explique Marie Dorléans, la présidente de Tous Migrants. "Il y a des équipes qui contrôlent plus ou moins, qui ferment à moitié les yeux, qui disent 'passez un peu plus loin, on ne vous arrêtera pas'", illustre Agnès Lerolle. "Comme il n'y a pas une société civile, il n'y a pas une police ou une gendarmerie, il y a des gens bien partout !", affirme Marie Dorléans.

"De temps en temps, nous faisons aussi des opérations de secours en montagne au profit de ces personnes (les migrants, NdLR) qui se sont égarées ou mises en mauvaise

Lire la suite en page 16



Ces migrants ont été appréhendés dans la vallée de la Roya. Ils se trouvaient sur des sentiers de montagne lorsqu'une patrouille de gendarmes mobiles les a arrêtés.

Suite des pages 14 et 15

posture”, insiste la sous-préfète Gwenaëlle Chapuis, non sans ajouter qu’*“après, si elles n’ont pas de papiers, elles sont raccompagnées aux forces de l’ordre italiennes”*.

Par ici la sortie

On peut l’observer au poste du pont Saint-Louis, là où un panneau indique que *“Menton, perle de la France, est heureuse de vous accueillir”*. Les migrants appréhendés dans la région, en gare ou dans la montagne, sont amenés au poste de la Police aux frontières (PAF), où ils se voient délivrer un formulaire de refus d’entrée. La sous-préfète dénombre, depuis le début de l’année, plus de 16 000 interpellations et, en 2017, environ 50 000 dans les Alpes-Maritimes. Dans les Hautes-Alpes, le nombre de renvois a avoisiné les 2 000 en 2017 et, en Savoie, les 6 000.

En attendant d’être pris en charge par les Italiens, de l’autre côté du pont, les hommes sont placés sous clef dans une structure modulaire, en général séparés des femmes. *“Ils ne sont pas délaissés, ils ont des bouteilles d’eau et des gâteaux. Ce local fait l’objet d’un entretien régulier et des travaux sont entrepris pour le remettre en état”* en cas de déprédation, insiste Gwenaëlle Chapuis. *“Les personnes n’y restent pas plus de quelques heures.”* Le problème, selon Emilie Pesselier, est qu’elles y sont de facto confinées *“sans cadre légal”* et parfois bien plus longtemps, le poste italien censé récupérer les personnes non admises en France fermant ses bureaux entre 19h et 8h du matin.

En témoigne, ce matin-là, la présence de sacs à dos à l’extérieur du local français accolé au bâtiment de la PAF. Il est 8h05 quand les policiers, gantés, ouvrent la porte pour renvoyer cinq personnes, puis six, puis trois, puis encore une. On ne sait combien il en reste à l’intérieur, qui ont également passé la nuit dans ce lieu, sans matelas, et sortiront plus tard. Les mines

“L’objectif de réacheminement des migrants interpellés à la frontière franco-italienne par la Police aux frontières s’apparente à une obligation de résultat: garantir l’étanchéité de la frontière dans le déni des règles de droit.”

Le Contrôleur général des lieux de privation de liberté

Dans un rapport rendu public en juin.

sont plus que maussades. *“Cela reste très violent pour ces personnes privées de liberté, dans des conditions indignes et sans avoir eu accès à leurs droits”*, juge Emilie Pesselier, postée en observation de l’autre côté de la route, où ses papiers seront, comme souvent, contrôlés. Des associations françaises et italiennes ont constaté, lors d’une mission conjointe du 24 au 26 juin, que cette rétention pouvait *“durer jusqu’à 14 heures, dépassant largement la durée de 4 heures jugée admissible par le Conseil d’Etat en juillet 2017”*.

Les personnes appréhendées sont en outre refoulées sans pouvoir demander l’asile ni voir leur situation individuelle étudiée, poursuit Emilie Pesselier. Et des mineurs non accompagnés continuent à être renvoyés en Italie, alors qu’ils sont censés être pris en charge par l’Etat, selon la législation française et européenne. Gwenaëlle Chapuis réfute catégoriquement: *“ce sont des propos mensongers”*. Mais, *“en mission d’observation”*, témoigne Agnès Lerolle, *“on a pu voir des policiers italiens légèrement agacés de devoir ramener en France des mineurs visiblement très mineurs qui venaient d’être refoulés !”*

Malgré l’une ou l’autre décision de justice condamnant la préfecture, la pratique perdure. *“La gravité des atteintes portées aux droits des personnes migrantes à la frontière italienne impose à l’Etat de sortir du déni et de modifier radicalement sa politique”*, assène la Commission nationale consultative des droits de l’homme. Mais, rétorque Gwenaëlle Chapuis, *“ni la présence d’un interprète, ni la possibilité d’appeler un proche, un consulat ou un avocat ne constituent une obligation juridique”* à Menton Pont-Saint-Louis. *“Le gouvernement nous a donné une mission: garantir cette frontière dans le respect du droit et de la dignité humaine”* et, veut-elle croire, *“c’est ce que nous faisons”*.

→(*) Les prénoms ont été modifiés pour garantir l’anonymat des personnes interviewées.